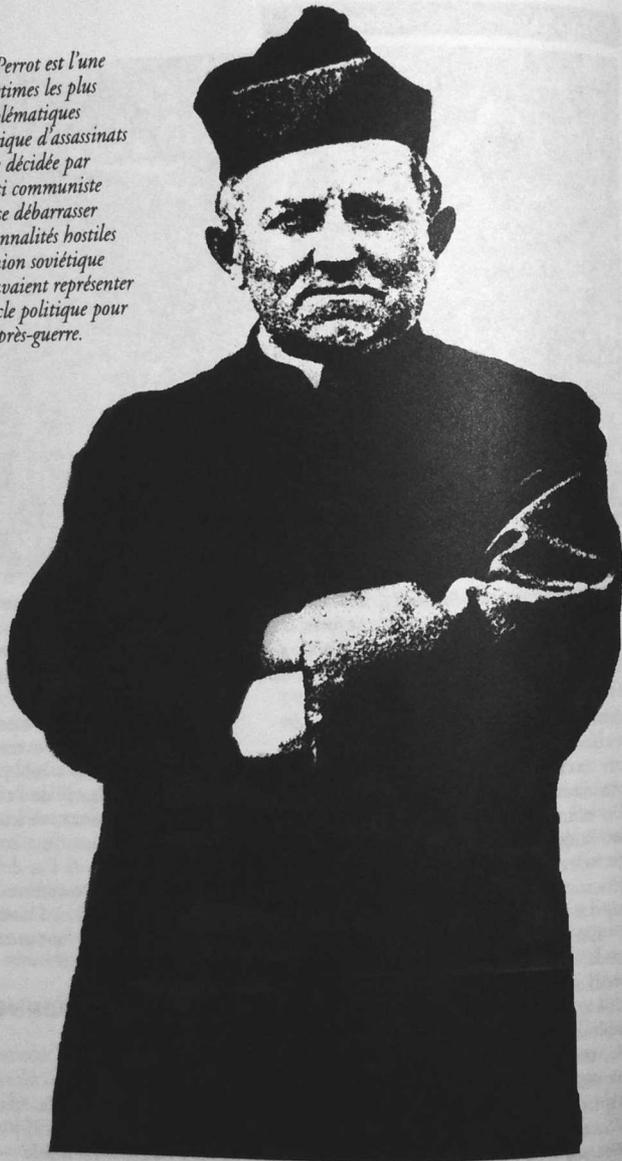


L'abbé Perrot est l'une des victimes les plus emblématiques de la politique d'assassinats ciblés décidée par le Parti communiste pour se débarrasser de personnalités hostiles à l'Union soviétique et qui pouvaient représenter un obstacle politique pour l'après-guerre.



Les origines de l'assassinat de l'abbé Perrot

Anne Le Diascorn

L'assassinat en 1943 par un militant communiste de l'abbé Perrot, l'une des grandes figures du mouvement culturel, reste une plaie ouverte dans l'opinion bretonne. Il est temps de comprendre l'enchaînement des faits qui ont conduit à sa mort tragique.

S OIXANTE ans après l'assassinat de son recteur sur une route du Finistère par un militant communiste, l'ancien enfant de chœur de Scrignac, seul témoin du drame, vit toujours dans le souvenir de l'abbé Perrot, personnalité controversée du nationalisme breton.

« C'est vrai. Souvent il disait que les Allemands allaient gagner la guerre et qu'après la Bretagne serait autonome », se souvient Raymond Mescoff, 73 ans, ancien membre de la CGT et du Parti communiste. Sur les murs de sa modeste chambre à Brest, il a épinglé une photo de la chapelle de Koat Keo, près de Scrignac, où est inhumé l'abbé.

La mémoire de Jean-Marie (Yann Vari) Perrot est toujours célébrée, notamment le 15 août, par les autonomistes bretons. Il avait été envoyé en pénitence en 1930 dans des terres communistes en raison de ses idées bretonnantes. Pour le 50^e anniversaire de sa mort, Raymond Mescoff avait refait avec deux autres camarades les derniers kilomètres parcourus par l'abbé.

Aujourd'hui, la plupart de ceux qui l'ont connu, notamment à Scrignac, préfèrent ne pas remuer un passé toujours présent dans les esprits. Beaucoup évoquent à grands traits un curé qui célébrait la messe et enseignait le catéchisme exclusivement en breton. On se souvient également qu'il formait des groupes de chanteurs, danseurs et musiciens bretons. Une croix anonyme, plantée dans un talus à quelques kilomètres du bourg, rappelle l'endroit où il a été tué.

Un assassinat politique

Le dimanche 12 décembre 1943, à 12 h 15, l'abbé s'écroule à terre après avoir reçu une balle de revolver en pleine tempe tirée par un homme en embuscade sur un talus. Emmittouffés dans leurs capelines, le curé et son enfant de chœur rentraient en sabots de Saint-Corentin où ils avaient célébré une messe.

C'est une voiture allemande qui est venue chercher son corps vers 15 h 00. Entre-temps, « les gens venaient et repar-

taient. Personne n'osait venir du bourg pour le chercher ».

« Je ne crois pas qu'il a dénoncé des gens. Au contraire, il a fait revenir certains qui étaient prisonniers en Allemagne, par exemple le conjoint d'une femme mourante », ajoute Raymond Mescoff, recueilli par l'abbé après avoir été abandonné par sa mère à la naissance.

« Il m'aimait bien, je l'aimais bien, j'étais bien avec lui. Il a payé des études à beaucoup d'entre nous, pas à moi parce que je n'étais pas bon à l'école », souligne Raymond qui, après la mort de son protecteur, est devenu ferrailleur.

Un prêtre engagé

Lorsqu'il a été assassiné, l'abbé Jean Marie Perrot, alors âgé de 66 ans, était considéré comme une haute autorité spirituelle et linguistique du mouvement breton.

Intellectuel de haut niveau, animé par une foi chrétienne sans faille, nationaliste breton intransigeant, ardent défenseur de la langue bretonne et des coutumes de sa patrie, meneur d'hommes infatigable, l'abbé Perrot était aimé et écouté mais aussi critiqué et parfois haï.

La tragédie du 12 décembre 1943 résulte de la convergence de forces aux origines les plus diverses, appartenant tant à l'actualité du moment qu'au passé et trouvant leur origine dans des lieux aussi éloignés que Moscou, Londres, Rome et Vichy.



Ordonné prêtre en 1903, il s'est engagé très rapidement dans le combat en faveur de la langue bretonne.

Jean Marie Perrot, né en 1877, fut ordonné prêtre en 1903. Il avait déjà impressionné son entourage par ses capacités, la solidité de sa foi et son amour pour la Bretagne. En 1902 notamment il avait mal supporté l'interdiction faite au clergé par le gouvernement français d'enseigner le catéchisme en breton.

Son activité, infatigable, déployée pour la défense de la langue bretonne et la formation des jeunes, dans le cadre de l'accomplissement de son sacerdoce, entraînait dans les vues de l'Église, alors convaincue que la préservation des coutumes bretonnes protégerait la foi. Toutefois, les initiatives qualifiées de séparatistes prises par l'abbé Perrot durant quarante ans lui avaient valu de temps à autre des mises en garde émanant de l'évêché de Quimper. L'abbé eut à

s'expliquer longuement plusieurs fois à ce sujet devant sa hiérarchie.

Les militants laïques avaient bien compris la stratégie de l'Église. Ainsi, l'abbé Poisson écrit : « en Basse Bretagne la lutte antireligieuse avait pris une tournure de lutte contre l'Église et contre la langue bretonne regardée comme un rempart contre l'invasion des idées laïques ».

Les activités de l'abbé se concentraient sur son association Bleun Brug dont le programme était sans équivoque : « défendre les traditions de la Bretagne catholique, maintenir la langue bretonne, soutenir le renou-

veau littéraire, revendiquer pour la Bretagne le plein exercice de ses droits en matière culturelle et linguistique et en matière d'enseignement. »

Les premières attaques contre son action eurent lieu dès 1911. Elles furent orchestrées par la gauche (libres penseurs, francs maçons) et par la droite ultra-conservatrice, soucieuse de « ne pas détourner le peuple de son travail agricole » (abbé Henri Poisson).

Ces attaques étaient et sont restées d'autant plus vigoureuses que la revue *Feiz a Breiz*, placée sous l'autorité de l'abbé à partir de 1911, entièrement rédigée en breton depuis 1907, prenait un essor significatif.

La Grande Guerre ne fut qu'une parenthèse dans l'activité du jeune prêtre. L'abbé Perrot, mobilisé, revint avec d'excellents états de service et reprit ses activités dans une Bretagne que les épreuves de la guerre, les immenses pertes humaines, avaient sortie de la léthargie.

Le congrès du Bleun Brug en 1923 se fit un reflet de cette évolution alors que paraissaient dans *Feiz a Breiz* des articles défendant une large autonomie pour la Bretagne en se référant au traité d'union à la France de 1532, garant de cette autonomie.

Deux ans plus tard, le congrès de Guingamp précise que l'association poursuit la « préparation d'un régime d'autonomie ». Parmi les faits marquants de ce congrès, citons la suppression des statuts par l'as-



Le charisme de l'abbé Perrot a fait de lui un des hommes les plus populaires du mouvement breton.

semblée générale du passage : « en dehors de toute tendance séparatiste » et l'extension du champ d'action du Bleun Brug à toute la Bretagne.

En 1927 au Congrès régional des jeunes réuni au Folgoët, l'abbé prit longuement la parole pour exalter le patriotisme breton. Puis il milita pour l'unification de la langue écrite.

En 1930 l'évêché affecta le bouillant prêtre à Scignac, véritable terre de mission largement déchristianisée. Une partie de la population, gagnée au communisme le plus sectaire, lui créa nombre de difficultés.

Tout en accomplissant ardemment sa mission de prêtre, l'abbé Perrot persévéra dans sa défense de la Bretagne. Tant et si bien que « c'est dans ces années cruciales qu'il gagna dans les milieux autonomistes le titre de père de la patrie »

(abbé Poisson).

Le même auteur, en parlant des attentats autonomistes de Rennes et d'Ingrandes rappelle « que l'abbé Perrot ne voyait pas ces événements d'un œil trop courroucé ».

Accusé de se servir de la foi pour promouvoir la Bretagne, l'abbé Perrot écrit en 1936 : « On ne peut pas avoir trente-six publications dans une maison. Là où *Cœurs Vaillants*, ou *A la Page* entrent, *Feiz A Breiz* n'a qu'une chose à faire, c'est de se retirer ».

Puis « Parce que nous n'avons pas cru devoir écarter *Breiz Atao* et *Ar Falz* on m'a fait une scène (...) *Breiz Atao* est auto-

miste mais je ne crois pas qu'il y ait une raison suffisante pour le faire condamner (...) voyons maintenant pour *Ar Falz* : cette revue n'a rien de communiste ».

En 1939 l'abbé Perrot a donc donné de lui-même une image qui lui attire des ennemis tous azimuts : promoteur ardent de la foi, il a contre lui la Libre Pensée, la frange anticléricale de la Franc-Maçonnerie et leurs prolongements politiques ; défenseur acharné de la Bretagne, il réunit contre lui tout le jacobinisme français. Même l'Église ne se range pas à ses côtés. Il mobilisa contre lui les ecclésiastiques « gallicans » comme Mgr Duparc, évêque de Quimper. Enfin, il a déjà croisé le fer avec les communistes qui lui vouent une haine tenace.

Amis et ennemis gardaient en mémoire la déclaration de l'abbé Perrot prononcée au congrès de Bleun Brug en 1925 :

« De quelles armes doivent se servir les Bretons pour atteindre leur but ? Des armes de lumière, les mêmes que recommandent les Evêques pour sauvegarder les libertés de l'Église : exposer les droits, les réclamer sans cesse, les peuples comme les gens ont droit à la vie, et si les lois les condamnent à mort, ces lois sont mauvaises et doivent être foulées aux pieds. Comment atteindre le but ? En faisant pression sur les législateurs et en refusant de voter pour ceux qui ne veulent pas défendre les droits du pays ».

Un homme aux mille ennemis

La guerre va accentuer les animosités. Sous la III^e République il fait l'objet de tracasseries policières (perquisition dans son presbytère). Diverses rumeurs sont lancées, laissant supposer de sa part une compromission avec l'Allemagne. Sous le gouvernement de Vichy, il est nommé au Comité consultatif de Bretagne au même titre, par exemple, que le duc de Rohan. Il parle plusieurs fois à Radio Bretagne de sujets religieux.

L'assassinat de l'abbé Perrot



Soumis à l'imprimatur (autorisation canonique de publication délivrée par l'Évêché), son biographe l'abbé Poisson n'est en général guère précis, mais contourne l'obstacle en citant des correspondances entières et, parfois, en apportant d'intéressantes synthèses : « il faut bien reconnaître que le coup de feu du 12 décembre 1943 qui étendit l'abbé Perrot dans un chemin creux n'a été que la suite logique d'une haine que lui avaient vouée ses ennemis implacables. La main qui l'a frappé n'était pas la plus coupable ».

En 1943, l'abbé Perrot avait enrichi son compte d'ennemis. A ceux d'avant-guerre s'ajoutaient les pouvoirs publics de Vichy et ceux en exil à Londres. L'appareil communiste, qui avait tardivement découvert les vertus de la résistance à la suite de l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'Union soviétique, voulait profiter des circonstances pour régler une fois pour toutes son compte au bouillant abbé. Beaucoup de monde pour un seul homme.

L'assassinat de l'abbé Perrot



Dans les années qui ont suivi la Première Guerre mondiale, a pris naissance en Bretagne un courant artistique novateur appelé *Seiz Breur* auquel a participé l'abbé Perrot. Ci-dessus : photographie de groupe à Locronan en 1929. Au centre, à genoux, René-Yves Creston, à droite, Anna Youennou, François Debauvais et l'abbé Perrot.

Le destin de l'abbé Perrot allait entrer en collision frontale avec les intérêts communistes quand l'abbé dénonça en chaire et dans les colonnes de *Feiz a Breiz* le massacre de Katyn. L'évocation publique de ce crime atroce commis par la police stalinienne scella le sort du prêtre.

Un parti aux ordres de Moscou

A la suite du traité germano-soviétique d'août 1939, événement déterminant de la Seconde Guerre mondiale, tous les partis communistes ont reçu l'ordre de Moscou de s'accommoder avec l'Allemagne hitlérienne. En conséquence, la France devait interdire en septembre 1939 le Parti communiste français pour collusion avec l'ennemi. Les

communistes ont obéi aux consignes de leur hiérarchie sans états d'âme. Ils considéraient que l'Union soviétique était « leur patrie » et la France seulement « leur pays ».

Surtout implanté en région parisienne dans les grandes villes et dans les bassins industriels ou miniers, le PCF a durant la guerre (68 mois) collaboré activement 22 mois avec l'armée allemande, du 1^{er} septembre 1939 au 21 juin 1941. Ce qui conduisit le gouvernement français à adopter le décret Sérot du 2 avril 1940 qui prévoyait la peine de mort pour les activités contraires à l'intérêt national.

Ces mesures législatives contre les alliés des hitlériens trouvaient leur justification dans les menées du Parti communiste. Les militants de ce parti ont fraternisé avec les

soldats allemands, multiplié les actes de démoralisation de l'armée française par tracts et journaux clandestins, fourni des renseignements à l'ennemi, suscité des désordres à l'arrière, incité à la désobéissance et à la désertion, commis dès janvier 1940 de nombreux sabotages dont certains vaudront à leurs auteurs d'être fusillés par le gouvernement de la III^e République.

Puis le 21 juin 1941 survint l'attaque lancée par l'Allemagne contre l'Union soviétique. Tous les partis communistes reçurent alors l'ordre de combattre l'Allemagne pour aider la patrie soviétique et de se préparer à prendre le pouvoir dans leur pays (France pour le PCF) une fois la victoire militaire des Alliés acquise sur le terrain.

Le soulèvement populaire spontané tardant à venir, le Parti organisa des assassinats d'officiers allemands pour susciter de violentes réactions allemandes dont il pensait être le bénéficiaire.

En Bretagne, c'est l'attentat contre le Feldkommandant Karl Hotz, abattu à Nantes de deux balles dans le dos qui se traduit par la tragédie des 50 fusillés de Châteaubriant. Un drame qui est la conséquence directe de la stratégie de terreur voulue par les dirigeants du Parti communiste en dépit de l'opposition du général De Gaulle.

Cette stratégie de la terreur prévoyait d'attaquer l'occupant ou l'autorité du moment, de provoquer des répressions sanglantes, de libérer des zones favorables, d'y

asseoir l'autorité des partisans par la terreur. Les méthodes avaient été déjà mises en pratique à l'occasion de la guerre d'Espagne : incendies, vols, violences, séquestrations



Le 4 septembre 1943, le Parti communiste déclenchait une véritable guerre civile larvée en Bretagne en assassinant Yann Bricler, une personnalité autonomiste.

enlèvements, meurtres, assassinats de personnalités susceptibles de faire obstacle à l'instauration d'un régime communiste, le jour venu. Un des moyens était de créer une apparence de légitimité en mettant sur pied des tribunaux révolutionnaires. Près de 1200 personnes seront ainsi assassinées en Bretagne hors toute nécessité militaire à partir d'août 1943. Un triste record sur lequel les communistes devraient entreprendre un double travail de mémoire et de repentance.

On comprend mieux ainsi pourquoi l'abbé Jean-Marie Perrot, recteur d'une paroisse située dans une zone à libérer, nationaliste breton influent, prêtre respecté, intellectuel brillant, anticommuniste notoire, était sur la liste noire des équipes de tueurs du parti.

Le cas du recteur de Scrignac n'était pas isolé. Un de ses correspondants les plus réguliers, Pierre-Marie Lec'hvien, recteur de Quimper-Guezennec, connu le même sort. Il fut sauvagement assassiné le 10 août 1944 alors que les Américains étaient à Brest depuis le 7. A la question « si vous aviez quelque chose à reprocher à l'abbé Lec'hvien, pourquoi ne pas l'avoir conduit à Rennes ? » un FTP local (Guingamp Nord II Pontrieux) aurait répondu : « Nous n'aurions plus eu le moyen de le tuer » (1).



La Bretagne est une des régions où les communistes ont commis le plus d'assassinats politiques. Ici, le poète autonomiste Christian Le Part, assassiné le 26 mai 1944 à Rochefort-en-Terre.

Un assassinat préparé de longue date

Lorsqu'il est question de la mort de l'abbé Perrot, les études se focalisent sur des détails d'exécution dont l'évocation éclipsé la genèse de l'attentat. Pourtant les prolégomènes de l'assassinat ne manquent pas de soulever des points intéressants.

Au début de 1943 les résultats analytiques du BCRA rangeaient les mouvements

bretons et notamment les « séparatistes » parmi les entités à neutraliser afin de pouvoir contrôler la Bretagne qui prenait une grande importance stratégique dans l'hypothèse d'un futur département.

Il faut se souvenir que les décisions du BCRA se fondaient sur les renseignements transmis par la résistance en France. Or dans le cas de l'abbé Perrot, ce sont les communistes locaux qui informaient Londres.

A l'appui de cette thèse, les dires de Guy Lenfant, radio-transmetteur, responsable

1) Cité dans *An Heol*, n°10, page 11, 1950.

Le douze août mil neuf cent quarante-quatre, à vingt heures, à Pontivy, est décerné à Marie Thérèse Quintin, ménagère, née à Pléneuf, Côte-du-Nord, le quinze novembre mil neuf cent vingt deux, fille de Marcel Marie Quintin, propriétaire et de Jeanne Marie Lucas, son épouse, ménagère, domiciliés à Pontivy, C'est-bataine, domiciliés à Pontivy.

Les assassinats ciblés ont eu des conséquences déléteres sur la moralité de certains groupes de maquisards. Ainsi, rien ne justifie l'assassinat de Marie Quintin, tuée le 12 août 1944, d'une balle de 11,43, sur la place de la Liberté de Pontivy, par la même équipe que celle qui tua dans conditions affreuses l'abbé Lechien, enleva, viola et assassina Marie Francia, enleva et viola sa fille de 15 ans à l'en rendre folle.

du Bureau des opérations aériennes de Bretagne-Ouest, qui a déposé en 1979 par écrit auprès de Désiré Camus (auteur de l'ouvrage *On nous appelait terroristes*, éditions Skol Vreizh), un témoignage selon lequel le BCRA aurait adressé en juillet 1943 un message de Londres ordonnant l'exécution de l'abbé Perrot. Les énergiques protestations des colonels Rémy et Passy consécutives à l'assassinat permettent d'en douter.

Tout semble indiquer que le BCRA n'est pour rien dans la mort de l'abbé Perrot. C'est bien dans le cadre de la politique d'assassinats amorcée en août 1943 par le PC que le recteur a trouvé la mort.

Marcel Dufriche (2), âgé de 32 ans, chargé des basses œuvres en zone M (Grand Ouest) est venu en Bretagne (zone M3) où il a pris contact avec Daniel Trellu (3), le responsable de cette zone, pour « habiller » le crime. En effet selon de récentes directives du commandement du PC à Paris, les exécutions sommaires devaient être légitimées par une enquête et le jugement d'un tribunal révolutionnaire.

Le Parti communiste, visant la prise de pouvoir, disposait déjà d'une force armée, les

FTP, d'une organisation politique et administrative, le Front National. Il se créa une légitimité en constituant des tribunaux révolutionnaires composés, bien évidemment, de communistes, rendant des « jugements » destinés à éliminer les « empêcheurs de tourner en rond » potentiels.

Marcel Dufriche n'ignorait rien de la procédure car il avait été l'agent d'exécution du premier tribunal révolutionnaire mis sur pied le 13 mars 1942 par le bataillon Valmy en cours de formation sous les ordres de Jaquot dit « Paris » lequel avait reçu ses pre-

2) Né en 1911, Marcel Dufriche est un important dirigeant des FTP. Arrêté, déporté, il s'évade et reprend le combat. Ancien secrétaire de Benoît Frachon à la CGT, il sera maire de Montreuil de 1971 à 1984. Il meurt en 2001.

3) Communiste depuis 1936, Daniel Trellu participe à la création d'un des premiers maquis de Bretagne. De 1949 à 1956, il est secrétaire départemental du PCF dans le Finistère avant de retrouver son métier d'instituteur. En 1993, pour le 50^e anniversaire de la naissance de ce maquis, Daniel Trellu citant Gandhi déclarait : « Un peuple qui oublie son passé est condamné à le revivre ». Il est mort en 1998.

Testament rédigé en juillet 1918 sur le front de l'Argonne par l'abbé Perrot

Chers Bretons, vous que j'aimais tant et que j'aimerai toujours, je vous demande une prière pour que je puisse être reçu par nos vieux saints au paradis du Bon Dieu malgré que je sois un grand pécheur.

C'est pour Dieu et pour la Bretagne que j'ai défendue toute ma vie que je meurs au pays des Français. Je meurs pour la plus grande gloire de Dieu et de la Bretagne.

Mon plus grand souhait, avant de quitter cette terre, est de revoir mon pays, de Rennes à Saint-Mathieu-Fin-de-Terre, gouverné comme autrefois par des Bretons, et par des Bretons seulement. Chaque homme maître en sa maison, chaque peuple maître en son pays!

Chers compatriotes, Bretons sincères et courageux comme vous l'êtes, vous lutterez jusqu'à ce que vous voyiez le jour heureux de la liberté rayonnant sur la Bretagne pour votre plus grand bien, celui de la foi et de vos enfants.

Les Anglais ont fait beaucoup de mal à notre peuple quand nos ancêtres durent fuir la Grande-Bretagne et descendre sur les côtes sauvages de l'Arvor. Plus de mal encore nous ont fait les Français durant ces quatre cents dernières années et notamment dans les trente années que nous venons de voir s'écouler.

Les Anglais ne cherchaient à détruire que les biens terrestres de nos ancêtres. Les Français, après avoir supprimé nos droits les uns après les autres, inspirés qu'ils étaient par l'esprit du Mal, firent tout ce qui était en leur pouvoir pour nous ôter les plus précieux trésors qui nous venaient de nos aïeux à travers les siècles : le breton et la foi.

Ah, chers compatriotes, croyez-moi, sachant tout cela, vous ne vous protégerez jamais assez de la méchanceté de nos voisins les plus proches et, au nom de Dieu, ne cessez de lutter tant que vous n'aurez pas reconquis, l'un après l'autre, les droits que nous avons perdus.

Les droits de la Bretagne comme les droits de chaque peuple sont sacrés et ils ne peuvent être supprimés à moins de réduire d'abord tous les Bretons au silence.

Sainte Anne, grand-mère de notre Sauveur Jésus-Christ, mère de la Vierge et mère de notre pays, bénissez les Bretons et faites que vive la Bretagne à jamais.

Ce texte peu connu est très révélateur des opinions de l'abbé Perrot. Elles expliquent en grande partie la haine dont il a fait l'objet de la part du Parti communiste et des milieux hostiles au nationalisme breton.

mères armes en février 1942 (Colt M1911A1 de 11,43 mm, et des Browning de 6,35 mm) fournies par Laverdet, un agent parachuté du BCRA du colonel Passy.

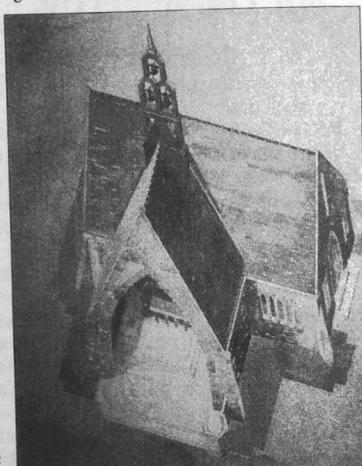
Le tribunal, dirigé par Marius Bourbon dit « Bordeaux », avait condamné à mort Georges Déziré, interrégional communiste de Normandie, qui était accusé de tort d'avoir dénoncé une centaine de communistes parisiens. L'intéressé sera réhabilité après la guerre.

Dufriche, dit « de Thiais », fut désigné pour exécuter la sentence. Il parvint à ses fins après un essai infructueux. Il assassina Déziré chez madame Laguerre, à Chatou. Le corps fut jeté dans la Seine.

La mort de l'abbé Perrot fut elle aussi, précédée par un simulacre de jugement rendu par un tribunal communiste, où jouait un rôle déterminant le chef de gare local, après enquête diligente à Scignac par un pseudo magistrat instructeur, Le Foll.

Le verdict précédant le jugement, il suffisait de le légitimer. Ce qui fut fait.

Marcel Dufriche fut hébergé chez le père de Daniel Trellu, cordonnier à Quemeneven, où il demeura jusqu'à la fin de 1943. Le Foll conclut à la nécessité de la peine de mort. Dufriche et Trellu firent enterrer cette conclusion par le « tribunal » réuni chez Rosine Kersulec à Scaer en novembre 1943.



Chapelle de Koat Keo dessinée par l'architecte James Bouillé.

La première tentative d'assassinat échoue le 26 novembre 1943. Pressé d'en finir, Dufriche désigne un nouveau tueur, au cours d'une nouvelle réunion tenue début décembre chez Rosine Kersulec et en présence de Daniel Trellu. La mission est attribuée au jeune communiste Jean Thépaut

(4), né en 1923, fils d'une garde barrière de Scaer et d'un employé de chemin de fer. Il connaissait Scignac mais pas l'abbé Perrot.

Quelques jours plus tard, embusqué à l'épicerie du carrefour de la Croix-Rouge, Thépaut voit passer un prêtre accompagné d'un enfant de cœur. Il demande confirmation de l'identité du recteur : — *Hennezh eo ar person?* (« C'est lui le recteur? »). Puis il se dépêche à travers champs et vers midi, après un premier coup manqué, l'at-

teint mortellement à la tête.

Des accusations mensongères

Pour justifier l'injustifiable, les communistes ont multiplié les rumeurs contre l'abbé Perrot : il aurait dénoncé des communistes, il aurait reçu des officiers allemands, etc. Ces mensonges ne peuvent pas occulter qu'ils ont tué un homme pour la seule

4) Membre de l'Organisation spéciale du PC en dépit de son jeune âge, Jean Thépaut était chargé de missions importantes.



Allégorie du graveur Xavier de Langlais pour honorer la mémoire de l'abbé Perrot. Ce n'est pas le recteur de Scignac que le Parti communiste décide de tuer en 1943, mais la figure charismatique du mouvement breton. La mort tragique de ce prêtre aura des conséquences graves sur la suite des événements, amenant à une radicalisation des militants autonomistes et à la généralisation d'une guerre civile larvée qui ne prendra fin qu'en 1945 avec les derniers assassinats commis par les militants communistes.



Enterrement de l'abbé Perrot à l'entrée de la chapelle de Koat Keo, près de Scrignac. Tous les ans se déroule une cérémonie du souvenir en hommage au prêtre assassiné.

raison que la force de son verbe mettait en péril leur projet politique.

Comme l'explique fort bien Victor Zaslavsky, professeur à l'université de Lenin-



Prière écrite par l'abbé Perrot diffusée sous forme de tract.

grad et aujourd'hui à l'université Luiss-Guido Carli de Rome (voir encadré à la page suivante), les communistes des années 1940 n'avaient pas à l'égard de la vie humaine la même attitude que nos contemporains. Ils se voulaient les acteurs d'une transformation de l'ordre ancien. Pour créer la société nouvelle dont ils rêvaient, ils pensaient sincèrement qu'il fallait se débarrasser des scories incapables d'adhérer à leur projet, comme un jardinier qui arrache des mauvaises herbes, sans remords ni mauvaise conscience. En ce sens, l'assassinat de l'abbé s'inscrit dans la même logique inhumaine que celui des officiers polonais entre les mains du NKVD dans les fosses de Katyn.

Une mort devenue un symbole

Les milieux bretons verront dans la mort de l'abbé Perrot un symbole. Comme l'écrit Maodez Glanndour (*Bleun-Brug*, 1953) : « ses ennemis ont voulu tuer en lui la Bretagne toute entière, telle qu'elle avait été dans le passé et telle qu'il voulait quelle restât toujours ». Puis ajoute « nous n'avons pas

La logique de mort du stalinisme

Alors qu'ils donnaient l'ordre de tuer des dizaines de milliers d'officiers et de déporter des centaines de milliers d'habitants de la Pologne orientale, les dirigeants staliens (...) ne se considéraient pas comme des criminels mais comme des bienfaiteurs au service de l'humanité : ils étaient seulement en train d'accélérer le cours de l'Histoire dans sa progression vers la société parfaite. L'Histoire avait déjà condamné ces catégories à la « mort sociale » et l'État soviétique devait seulement, de manière rationnelle et, planifiée, aider le processus historique à parvenir à son inévitable accomplissement.

Il ne faut pas sous-évaluer l'emprise que cette idéologie, qui permettait de justifier l'utilisation de la terreur au nom du bien commun, avait sur une partie non négligeable de la population soviétique et sur l'ensemble du mouvement communiste international. Il suffit de citer le rapport de Wanda Bartoszewicz, membre du Parti communiste polonais envoyée fin 1941 par le Komintern comme agent dans l'armée d'Anders en formation sur le territoire soviétique pour connaître l'état d'esprit et les orientations politiques au sein de cette armée : « 99% sont des personnes libérées des prisons, des camps et des lieux d'exil. [...] Tous sont de véritables ennemis de l'URSS, prêts à se venger de leurs souffrances. Rien ne pourrait changer les personnes parmi lesquelles je me trouve et il faudra simplement les éliminer. »

Extrait du *Massacre de Katyn* de Victor Zaslavsky, éditions du Rocher, 2004.

eu dans le passé et nous n'aurons pas dans l'avenir beaucoup d'hommes de son genre, dans le cœur desquels la Bretagne vit, qui sont porteurs eux même d'une Bretagne vivante, car un pays n'existe que dans l'esprit et le cœur des gens, il n'y a pas de Bretagne en dehors des Bretons. »

Les résistants bretons non communistes ont, dans leur ensemble, condamné l'assassinat de l'abbé Perrot et n'ont pas pratiqué l'assassinat politique à grande échelle dans leurs zones d'influence. C'est ainsi, qu'en Haute-Bretagne, là où les maquisards communistes étaient minoritaires, il n'y a pratiquement pas eu de politique délibérée de terreur et la liberté n'a pas été obtenue au prix de la guerre civile. Ce sont ces résistants-là qui doivent rester un exemple pour les nouvelles générations.

Anne Le Diacorn

Pour en savoir plus

Le meilleur ouvrage sur la question est sans conteste : *Qui a tué Yann-Vari Perrot? Enquête sur une mort obscure*, Thierry Guidet, Coop Breizh. La deuxième édition de cette excellente enquête est épuisée. L'éditeur a programmé une réédition pour 2004. *Moscou-Paris-Berlin, les télégrammes du Komintern*, D. Peschanski, Tallandier 2003. *Histoire de la Résistance*, François-Georges Dreyfus, Livre de poche, 2003. *Az seiz breur, Création bretonne entre tradition et modernité 1923 - 1947*, musée de Bretagne, 260 p., grand format, nombreuses illustrations, ISBN 2 84362 091 0 *L'abbé Pierre-Marie Lec'hvien*, abbé Henri Poisson, éditions de Montsouris, 1959. *L'abbé Jean-Marie Perrot*, abbé Henri Poisson, éditions Plion, 1955. *La Bretagne dans la guerre*, Hervé Le Boterf, Editions France-Empire, 1971.

Une enquête exemplaire

Le journaliste Thierry Guidet, auteur du meilleur ouvrage consacré à la mort de l'abbé Perrot, répond à nos questions sur les raisons qui ont poussé le Parti communiste à donner l'ordre d'assassiner le recteur de Scrignac.

Comment en êtes-vous arrivé à vous intéresser à la mort de l'abbé Perrot ?

Au milieu des années 1980, j'étais journaliste à *Ouest-France*, dans le Finistère et la troupe de théâtre en breton Strollad ar Vro bagan avait créé une pièce sur l'abbé Perrot qui avait provoqué une polémique d'une rare violence. Je me suis intéressé alors à cette affaire que je ne connaissais jusque-là que vaguement.

Comment avez-vous enquêté ?

Comme n'importe quel journaliste. En lisant ce qui avait été écrit sur le sujet et, surtout, en allant interroger les derniers protagonistes du drame, d'un bord comme de l'autre. La plupart d'entre eux sont morts depuis.

Existe-t-il des archives sur cette question ?

Peu. Il faut surtout citer le rapport de l'inspecteur de police Jean Braconnier sur les circonstances du meurtre. Kristian Hamon en fait état dans son livre *Les Nationalistes bretons sous l'occupation* (Ed. An Here, 2001) que j'ai utilisé dans la dernière édition de mon propre ouvrage.

Pour quelle raison l'abbé Perrot a-t-il été assassiné ?

C'est toute la question ! J'y vois un geste politique frappant une personnalité éminente du mouvement breton. Au début des années 1930, le parti communiste ne prônait rien de moins que l'autodétermination du

peuple breton. En revanche, à partir du moment où ils s'engagent dans la Résistance, les communistes vont bien évidemment jouer sur la corde sensible du patriotisme français. Pour devenir le plus grand des partis de France, il fallait se montrer le plus français des partis, c'est-à-dire le plus jacobin. Quelles que soient les intentions des uns ou des autres, tout s'est passé comme si l'exécution de Perrot avait été décidée pour effrayer une partie du mouvement breton, pour précipiter plus avant l'autre partie de ce mouvement dans sa folle et criminelle alliance avec les nazis.

Qui a décidé de la mort de l'abbé ?

La décision a été prise en août 1943, à Scaër, dans le Finistère, lors d'une réunion du triangle départemental de direction du Parti communiste. Le responsable interrégional du parti, Auguste Delaune, chargé des relations entre les communistes bretons et la direction centrale du parti, était présent. « Peut-être ce dernier en avait-il référé en haut lieu, mais rien ne le prouve », m'avait confié, en 1985, Daniel Trelu, le chef des F-TP finistériens, membre lui-même de ce triangle de direction et, à ce titre, participant de la réunion de Scaër.

Comment les communistes ont-ils tenté de la justifier ?

En faisant courir des ragots sur la prétendue collaboration de Perrot avec l'occupant. Mais, ni durant la guerre, ni depuis, le Parti communiste n'a revendiqué cet acte.

L'assassinat de l'abbé Perrot

L'homme qui a mené à bien la tentative était-il un adhérent de base local ?

Non. Jean Thépaut était bien né à Scrignac, en 1923, mais il n'y résidait pas et ne connaissait d'ailleurs pas physiquement sa victime. Ce jeune résistant, dont j'ai interviewé la femme et le fils, appartenait à un groupe de l'Organisation spéciale, une structure mise en place dès la

débâcle pour assurer la défense du parti communiste. Composé de militants sûrs, elle fournira l'ossature des F-TP. Jean Thépaut a effectué de nombreuses missions à Nantes, à Bordeaux, à Paris où il se rendait presque chaque semaine et d'où il rapportait des armes et des explosifs. Après la guerre, Jean Thépaut s'est engagé dans l'armée qu'il a quittée avec le grade de capitaine. Il est mort en 1974.

Peut-on parler pour le PC d'une campagne d'assassinats ciblés d'opposants politiques en vue d'une éventuelle prise du pouvoir ?

Je ne pense pas qu'on puisse interpréter en ces termes l'assassinat de Perrot. En tout état de cause, quelles qu'aient été les velléités révolutionnaires du Parti communiste, elles n'ont pas survécu au partage du monde décidé à Yalta, en janvier 1945, par Roosevelt, Staline et Churchill.

Quelles ont été les conséquences de la mort de l'abbé ?

La plus néfaste a été la radicalisation pronazie d'une petite partie du mouvement breton. C'est le 16 décembre 1943, quatre jours après la mort du recteur de Scrignac,

que Célestin Lainé, rebaptisé Bezenn Perrot (milice Perrot) sa Bezenn Kadoudal, un groupe de soixante à quatre-vingts hommes, portant l'uniforme SS, qui luttera contre les maquis avant de suivre la retraite allemande jusqu'au cœur de la Forêt Noire. La Bezenn Perrot a joué un rôle militaire négligeable mais a permis, après guerre, de nourrir les pires amalgames.

Souffler dans un biniou est resté suspect jusqu'à l'orée des années 1970.

Quel bilan peut-on faire soixante ans après les faits ?

Aux membres du mouvement breton de ne pas avoir la mémoire courte ou sélective. A ses adversaires de ne pas reprendre l'antienne d'après-guerre : *Breiz Atao, mad da lao* (« Breiz Atao, bons à tuer »). A

l'époque de la mondialisation, de la construction européenne, du questionnement sur l'avenir de l'Etat-nation, il est grand temps de sortir d'une logique de guerre de tranchées.

Auteur de *Qui a tué Yann-Vari Perrot. Enquête sur une mort obscure*, Thierry Guidet est né en 1954. Il a suivi des études de lettres supérieures puis de philosophie. Diplômé du Centre de formation des journalistes. Longtemps journaliste à *Ouest-France*, il dirige aujourd'hui le département de formation continue de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille. Il est l'auteur d'une demi-douzaine de livres et a participé à de nombreux ouvrages collectifs dont, récemment, *le Dictionnaire du patrimoine breton* (Ed. Apogée)

